



AVENIR DU TRAVAIL

ACADÉMIE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : « L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS L'AVENIR DU TRAVAIL »

14 – 18 OCTOBRE 2019
MADRID, ESPAGNE

Note d'information



L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS L'AVENIR DU TRAVAIL

Les récentes crises mondiales qui affectent encore des pays et des personnes dans le monde entier ont poussé à recentrer l'attention sur le besoin de modèles de développement plus inclusifs et durables. La reconnaissance croissante de problèmes comme le chômage, la dimension de l'emploi précaire, le changement climatique et l'inégalité a renforcé davantage la nécessité de repenser les approches conventionnelles de la croissance et la distribution. L'Agenda 2030 approuvé par les Nations unies en 2015 reprend tous ces sujets. « Transformer notre monde », tel est le slogan de cet ambitieux agenda international qui énumère les objectifs de la communauté internationale pour la période 2016-2030 en vue d'éradiquer la pauvreté et de favoriser un développement durable et égalitaire.

L'Agenda 2030 se compose de 17 objectifs de développement durable et 169 cibles ambitieuses qui tentent d'apporter une solution aux principaux problèmes que rencontre la population mondiale dans un but clair : éradiquer la pauvreté. Il contient également un volet environnemental important qui établit la protection de la planète comme limite pour le développement et la prospérité économique et se met au service de l'amélioration du bien-être et de la qualité de vie ainsi que de l'extension de la liberté.

L'Agenda 2030, ainsi que les débats sur l'avenir du travail, sont des sujets inscrits à l'agenda international des gouvernements et de tous les agents qui génèrent des richesses et de la prospérité dans les différents pays. C'est dans ce contexte que l'OIT, le ministère espagnol du Travail, des Migrations et de la Sécurité sociale et la CEPES organisent cette Académie sur l'économie sociale et solidaire à Madrid, dans le but d'échanger des expériences et méthodologies du monde entier en matière de promotion de l'économie sociale, orientée sur l'avenir du travail.

Le rapport 2015 du Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), intitulé « L'avenir du travail que nous voulons : un dialogue global », indique que si la tendance démographique actuelle se poursuit, 40 millions de personnes supplémentaires arriveront chaque année sur le marché du travail et qu'il faudra créer 600 millions de nouveaux postes de travail d'ici à 2030. Ces emplois seront probablement créés en majorité dans le secteur des services. Ces travailleurs devront assurer la subsistance d'un nombre toujours plus élevé de personnes âgées, du fait du vieillissement de la population mondiale.

Une autre tendance signalée, indépendamment du niveau de développement, est la détérioration progressive de la qualité des emplois créés. Si l'économie informelle pose depuis des années un grave problème dans les pays en développement, le

rapport de l'OIT indique qu'il s'agit d'un phénomène qui existe également dans les pays industrialisés, où il est en augmentation. La quantité et la qualité insuffisantes des emplois résultent non seulement des crises économiques récurrentes, mais aussi de facteurs structurels à plus long terme, liés à la demande et à l'offre de produits et services.

Les effets de l'innovation technologique, qui progresse à un rythme soutenu, s'observent déjà dans le niveau croissant d'automatisation de nombreuses entreprises, avec la substitution du travail humain qui en résulte. En outre, comme le montre le document « Social and Solidarity and The Future of Work » (BIT, 2017), il y a un changement dans les modèles de consommation, dû également aux tendances démographiques, aux nouveaux besoins et à l'augmentation de la demande de services d'intérêt général, qui ont historiquement été assurés par le secteur public et qui font aujourd'hui l'objet de restrictions budgétaires.

Les différentes dimensions de ces défis en matière d'emploi s'accompagnent de problèmes liés à l'exclusion, l'inégalité, la pauvreté et la durabilité environnementale, ce qui explique l'intérêt généralisé et croissant que portent les responsables politiques à l'économie sociale. Ce phénomène a découlé du processus généralisé d'auto-organisation de la société civile qui, face au besoin de grands pans de la population, dans les pays industrialisés et en développement, ne trouve pas de réponse adéquate dans les marchés traditionnels ni dans l'État. C'est dans ce contexte qu'en 2019, l'OIT a approuvé, à l'occasion de son centenaire, la résolution sur l'avenir du travail, où elle reconnaît expressément le rôle que joue l'économie sociale en tant que l'un des principaux protagonistes du processus de construction de ce nouveau cadre.

L'« économie sociale », un modèle d'entreprise incontestablement présent sur les marchés, regroupe principalement des coopératives, mutualités, associations, fondations et autres modèles d'entreprise qui ont la caractéristique spécifique de s'articuler autour de la personne, sans perdre de vue la dimension entrepreneuriale. Cela se traduit par des niveaux plus élevés de solidarité, d'engagement et de promotion de l'entreprise. Présente dans tous les secteurs économiques avec des entreprises de toutes les tailles, elle produit des biens, des services et de connaissances et, dans le même temps, elle poursuit des objectifs économiques et sociaux, encourageant la solidarité, la cohésion sociale et le développement local. Selon les Nations unies, l'économie sociale représente 7 % de l'emploi et du PIB mondial.

Reconnue par les gouvernements et les institutions communautaires et internationales, l'économie sociale joue un rôle spécifique et précieux dans la recherche de solutions pour la création et le maintien de l'emploi dans son milieu local, évitant ainsi des délocalisations et favorisant la redistribution des richesses. Il s'agit d'entreprises qui participent aux processus de récupération d'entreprises en crise, qui réinvestissent les excédents pour moderniser l'entreprise et la rendre plus compétitive, répartissent

équitablement les richesses qu'elles génèrent et par conséquent, contribuent à créer une société plus juste qui crée de meilleures opportunités pour tous. Depuis les années 80, des concepts analogues ont été développés aux niveaux local et régional à différents endroits dans le monde, mais ce n'est que récemment que la communauté internationale a commencé à reconnaître progressivement l'économie sociale comme une voie vers le développement social et entrepreneurial inclusif et durable.

Une expression de cette tendance a été la création en 2013 du « *Groupe de travail interinstitutionnel des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire* », instrument qui synchronise aujourd'hui les efforts transversaux de ce modèle d'entreprise dans 19 agences des Nations unies, l'OCDE, des organisations intergouvernementales et des observateurs de la société civile. Au sein du système des Nations unies, l'Organisation internationale du travail (OIT) a été pionnière dans la promotion de l'économie sociale et solidaire. La constitution-même de l'OIT affirme que « *une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale* ». Cette position a été renforcée par le biais d'une recommandation sur les coopératives adoptée en 2002.

Au niveau de l'Union européenne, les progrès pour situer l'économie sociale dans l'agenda politique ont été importants au cours des dernières années, avec l'existence à l'heure actuelle d'un engagement des institutions communautaires et des gouvernements de l'UE. Le rapport du Conseil de l'UE sur « La promotion de l'économie sociale en tant que vecteur essentiel du développement économique et social en Europe », approuvé en décembre 2015 par les 28 ministres de l'Emploi en est la preuve. Dans ledit rapport, le Conseil de l'Union européenne signale que « l'économie sociale contribue à la réalisation de plusieurs grands objectifs de l'UE, notamment en ce qui concerne une croissance intelligente, durable et inclusive, des emplois de qualité, la cohésion sociale, l'innovation sociale, le développement local et régional et la protection de l'environnement. Elle constitue également un instrument important concourant au bien-être des populations. Aspect plus important encore, l'économie sociale est un secteur qui a beaucoup mieux résisté à la crise économique que d'autres et qui bénéficie d'une reconnaissance croissante au niveau européen ». Ce rapport a marqué un tournant dans l'investissement dans le développement et la promotion de l'économie sociale de la part de la Commission européenne et de différents États membres de l'Union européenne. Dans l'ensemble de l'Union européenne, l'économie sociale est représentée par 2,8 millions d'entreprises (10 % de toutes les entreprises d'Europe), qui emploient 13,6 millions de personnes et représentent 8 % du PIB de l'UE.

Par ailleurs, au cours des dernières années, l'OIT a encouragé l'échange régional et interrégional de connaissances en matière d'ESS et la construction de réseaux mondiaux, par le biais de ses initiatives de renforcement de capacités et de coopération

Sud-Sud et triangulaire. Parmi ces efforts, l'« Académie de l'OIT sur l'économie sociale et solidaire » est apparue comme un catalyseur d'initiatives innovantes de soutien à l'ESS. En collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT, un programme de création de capacités de haut niveau, découlant du programme proposé par la Conférence tripartite de l'OIT sur l'économie sociale qui s'est tenue à Johannesburg en octobre 2009, a été lancé. La première édition de l'Académie sur l'ESS s'est déroulée à Turin, Italie (2010), et les suivantes à Montréal (Canada) en 2011, à Agadir (Maroc) en 2013, à Campinas (Brésil) en 2014, à Johannesburg (Afrique du Sud) et Puebla (Mexique) en 2015, à San José (Costa Rica) en 2016, à Séoul (Corée) et Luxembourg (Luxembourg) en 2017, et maintenant à Turin (Italie) en 2019.

Depuis 2012, l'OIT a également encouragé la création d'une communauté virtuelle multilingue d'échange de connaissances avec le lancement d'un espace virtuel interactif ouvert appelé « Cerveau collectif ». Cet espace multilingue permet aux participants et ex-participants de l'Académie de rester en contact pour l'échange et l'approfondissement de connaissances sur l'économie sociale.

Les tendances citées attirent de plus en plus l'attention des décideurs politiques sur les organisations et entreprises qui composent l'économie sociale. Il s'agit d'entreprises qui offrent des valeurs intangibles pour la société qui font qu'elle mérite un soutien spécial de la part de toutes les forces politiques et de nombreux gouvernements et institutions européennes et internationales.

Depuis les années 90, proposant des solutions innovantes aux problèmes sociaux, ces organisations et entreprises présentes dans tous les secteurs économiques ont démontré posséder les caractéristiques adéquates pour faire face aux nouveaux défis que pose la situation actuelle en participant, par exemple, à la création de nouvelles formes d'emploi qui renforcent la capacité d'organisation des travailleurs et réduisent les coûts de production, ayant recours également au travail volontaire et aux mêmes bénéficiaires des services offerts. Dans le même temps, les entreprises de l'économie sociale, vu leurs caractéristiques, encouragent une économie profondément ancrée et une redistribution des bénéfices de l'activité productive. La contribution des entreprises de l'économie sociale à la promotion du travail décent (OIT, 2011) est démontrée par leur histoire, comme dans le cas de l'Espagne où elles sont nées et se sont établies comme des structures institutionnelles innovantes malgré l'absence d'écosystème favorable consolidé.

Cette Académie, par le biais des contributions de gouvernements, d'acteurs sociaux et de l'économie sociale, ainsi que de la société civile, offrira des éléments et des orientations pour alimenter le débat sur l'avenir du travail et, en particulier, sur la contribution que peut apporter l'économie sociale.

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN ESPAGNE

Au niveau européen, l'Espagne a joué au cours des dernières décennies un rôle important dans la promotion de l'économie sociale, entre autres en approuvant en 2011 la loi sur l'économie sociale et en lançant des politiques publiques visant à encourager les entreprises de l'économie sociale comme, par exemple, la récente et pionnière stratégie espagnole en faveur de l'économie sociale 2017-2020. La Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale (CEPES) a été et reste un acteur essentiel du processus espagnol lié à l'économie sociale. Par le biais de ses 25 membres, elle représente les intérêts de plus de 42.000 entreprises, plus de 2.100.000 emplois et 10 % du PIB espagnol.

La CEPES, en collaboration avec le ministère espagnol du Travail, des Migrations et de la Sécurité sociale, a organisé en mai 2017 la conférence intitulée « L'économie sociale, un modèle d'entreprise pour l'avenir de l'Union européenne ». Les conclusions de cette conférence, signées par les gouvernements d'Espagne, Luxembourg, Portugal, Grèce, Italie, Roumanie, Slovaquie, Malte, Bulgarie, Chypre et Suède, affirment, entre autres, que les valeurs communes de l'économie sociale contribuent activement à la cohésion sociale et, partant, à une croissance innovante, intelligente, durable et inclusive, en plus de la création d'emplois de qualité.

Dans le cadre de cette initiative, l'OIT travaille en collaboration avec le ministère espagnol du Travail, des Migrations et de la Sécurité sociale et avec la Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale (CEPES), acteur essentiel du processus espagnol d'institutionnalisation de l'ESS.

À QUI S'ADRESSE-T-ELLE ?

L'Académie s'adresse aux :

- Responsables de l'élaboration des politiques de différentes institutions gouvernementales
- Partenaires sociaux (organisations de travailleurs et d'employeur)
- Professionnels de l'économie sociale (dirigeants et directeurs d'organisations de l'économie sociale)
- Promoteurs de l'économie sociale (partenaires pour le développement, fondations, réseaux d'économie sociale)
- Académiciens et chercheurs souhaitent avoir une perspective pratique de l'application de l'économie sociale et solidaire dans différentes régions
- Professionnels intéressés par l'économie sociale
- Étudiants de troisième cycle spécialisés en économie sociale

OBJECTIFS DE L'ACADÉMIE

Le principal objectif de l'Académie sera de rendre visible et de comprendre le rôle que joue l'économie sociale dans les économies des pays ainsi que sa contribution à l'avenir du travail, en particulier dans le cadre de l'intense transformation économique et sociale, du fait de la pénétration et de la généralisation des nouvelles technologies.

À la fin de l'Académie, les participants :

- Comprendront mieux les politiques et pratiques innovantes en économie sociale, en particulier par rapport à l'avenir du travail ;
- Connaîtront un grand nombre d'expériences, stratégies et outils de l'économie sociale, y compris des exemples de coopération Sud-Sud et triangulaire, pour mieux faire face aux défis à venir et tirer profit des opportunités qui caractérisent la dynamique du monde du travail ;
- Intégreront un réseau international de responsables de politiques et de professionnels qui travaillent dans et pour l'économie sociale.

CONTENUS

Les contenus aborderont les lignes thématiques suivantes :

- Le contexte actuel et le monde du travail : données et tendances. Comment aborder les effets sur le marché du travail de la quatrième révolution industrielle (chaîne de blocs, données volumineuses, etc.) et comment l'économie sociale, dans ce contexte, crée des emplois stables et de qualité ?
- Écosystèmes favorables et politiques publiques pour l'économie sociale. Quels éléments et acteurs sont nécessaires pour créer un écosystème social propice à l'économie sociale ? Quelles sont les références de bonnes pratiques et expériences innovantes au niveau national et international ? Quelles sont les politiques publiques nécessaires pour contribuer à créer des postes de travail dans les entreprises de l'économie sociale et quel rôle jouent les partenaires sociaux ?
- Modèles innovants de production et de consommation. Analyse de l'essor de l'économie circulaire, des nouvelles habitudes de consommation et de leur impact social et environnemental. Réformes légales et fiscales pour stimuler les nouvelles niches de marché conformes aux ODD.
- Économie sociale et cohésion sociale. En plus de créer des emplois conformes aux nécessités et réalités locales, l'économie sociale peut être un instrument pour renforcer l'inclusion sociale, spécifiquement dans l'intégration des groupes vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, etc.)
- Économie sociale et jeunesse. Nouvelles opportunités pour l'avenir du travail. Quels sont les secteurs de l'économie qui offrent le plus d'opportunités pour les jeunes intéressés par une économie plus sociale et solidaire ?

- Économie sociale et éducation. Analyser les changements dans les systèmes d'éducation pour garantir les compétences nécessaires et générer une synergie entre le système d'éducation et les nouveaux secteurs et tendances du marché est une priorité pour les pays.
- Économie sociale et ODD. Analyse et échange de bonnes pratiques au niveau international de la manière dont les entreprises de l'économie sociale sont un bon allié des objectifs de l'Agenda 2030. Mesures d'impact.

MÉTHODOLOGIE

L'Académie de l'OIT sur l'économie sociale et solidaire se déroule sur une semaine et sa dynamique flexible et interactive offre une expérience enrichissante tant aux experts qu'à ceux qui abordent le sujet pour la première fois.

Les participants des éditions antérieures de l'Académie ont apprécié les dynamiques proposées, visant à faciliter l'assimilation et l'approfondissement des connaissances et à créer cette ambiance de spontanéité qui est essentielle pour établir un contact avec de nouvelles personnes et nouer des liens.

L'Académie se composera de séances plénières interactives et de sessions facultatives où les participants pourront choisir entre différents sujets en fonction de leur intérêt professionnel. Les sessions facultatives permettront d'échanger des connaissances, de débattre des applications concrètes de l'économie sociale et solidaire dans le développement inclusif et durable aux niveaux national, régional et local, et de tirer des leçons pour la recherche, la réalisation de projets et la prise de décisions à l'avenir.

Les visites d'étude à des expériences présentant un intérêt, où les participants pourront connaître les bonnes pratiques de l'économie sociale et solidaire en Espagne, seront un axe de travail important.

INFORMATIONS POUR Y PARTICIPER :

LIEU ET DATES

Madrid, Espagne, du 14 au 18 octobre 2019

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Cet événement a un nombre de places limité pour les candidats espagnols et internationaux.

ENREGISTREMENT ET INSCRIPTIONS

Pour vous enregistrer à l'Académie, remplissez le formulaire d'enregistrement en ligne disponible à <https://oarf2.itcilo.org/STN/A9512650/fr>.

CONTACTS

Pour plus d'informations, contactez-nous directement à



Madrid, siège de l'Académie sur l'économie sociale et solidaire

INFORMATION

**POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ
CONTACTER**

**Programme de l'entreprise, de la microfinance et du
développement local (EMLD)**

Programa de Empresa, Microfinanzas
y Desarrollo Local (EMLD)
Viale Maestri del Lavoro, 10
10127 Turin - Italie

socialeconomy@itcilo.org
www.itcilo.org

CODE DU COURS : A9512650

Ce papier fabriqué par International Paper a reçu l'étiquette écologique de
l'Union européenne FR/011/002. 